

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS



Siège : Mairie de PRESLES – 78 Rue Pierre Brossolette – 95590 PRESLES

Adresse administrative : 1 Avenue Jules Dupré – 95290 L'ISLE ADAM

Téléphone : 01 34 69 12 06 – Email : contact@CCVO3F.fr

Contacts à la CCVO3F :

- Isabelle GUILLAUME – Directrice Générale des Services
- Corinne DENISE - Secrétaire

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BOUCHES ET POTEAUX INCENDIE Période
2026 - 2029**

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date et heure limites de réception : Le vendredi 16 janvier 2026 à 12h00

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2-1. Définition de la procédure	3
2.1.1 Maître d’Ouvrage.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Mode de dévolution – Forme juridique de l’attributaire	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2-5. Durée du marché.....	4
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.6.1 Modification de détail	4
2.6.2 Prolongation du délai de remise des offres.....	4
2-7. Délai de validité des offres.....	5
2-8. Propriété intellectuelle	5
2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	5
2-10. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	5
2-11. Appréciation des équivalences dans les normes.....	5
ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES.....	5
4-1 Documents fournis aux candidats.....	5
4-2. Composition de l’offre à remettre par les candidats.....	6
ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATS	7
ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	8
6-1. La valeur technique des prestations (40%).....	8
6-2. Le prix (60%).....	9
6-3. Auditions & Négociations.....	10
6-4. Délai de remise des attestations sociales et fiscales	10
ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
7-1. Conditions de la dématérialisation	11
7-2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées.....	11
7-3. Modalités de signature des offres	13
7-4. Autres informations.....	14
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
8-1. Renseignements administratifs et techniques.....	14
8-2. Voies de recours	14

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a objet de confier, par un marché au sens de l'article L. 1111-1 et des articles L. 2111-1 et suivants et R. 2111-1 et suivants du code de la commande publique, un groupement de commandes sous forme d'un accord cadre à bons de commande pour la réalisation de l'entretien et la maintenance des bouches et poteaux d'incendie pour le compte des neuf communes de la communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des 3 forêts (CCVO3F) à savoir Béthemont la Forêt, Chauvry, L'Isle Adam, Mériel, Méry sur Oise, Parmain, Presles, Nerville la Forêt, Villiers Adam.

L'accord cadre est conclu pour une période d'un (1) an à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des interventions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des interventions, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la communauté de Communes, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon une procédure de marché ouvert en application des articles L. 2124-1 à L. 2124-2, R. 2124-1 à R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-6 du code de la commande publique (CCP).

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Le présent accord cadre à bons de commande est conclu avec un montant, conformément à l'article 2162-4 relatif à la commande publique.

Le montant des commandes pour la durée du marché est estimé à 288 000 € HT.

Code CPV : 35111200-7
35111000-5
50324200-4

2.1.1 Maître d'Ouvrage

Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts

Siège : 78 rue Pierre Brossolette
95590 PRESLES

Adresse administrative : 1, avenue Jules Dupré
95290 L'ISLE-ADAM

Mandataire agissant pour le compte des membres du groupement de commandes :

Sébastien PONIATOWSKI

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Les prestations font l'objet d'un marché mixte à lot unique et se décomposent en des prestations de maintenance préventive (partie forfaitaire) et en prestations de maintenance curative ou de remplacement (à bons de commande) telles que définies ci-dessous :

- Les prestations de maintenance préventives font l'objet d'un montant global et forfaitaire indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque ville.

- Les prestations de maintenance curative ou de remplacement feront l'objet de bons de commande passés en application de l'article 78 à 80 (émission des bons de commande pour chaque ville) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2-3. Mode de dévolution – Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent soumissionner à titre individuel ou en groupement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement devra indiquer tous les co-traitants et tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

En cas de groupement, devront être clairement précisés l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du futur marché.

L'offre devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la co-traitance et la sous-traitance sont envisagées, la dénomination et la qualité des co-traitants et des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le marché est attribué à un groupement, celui-ci sera tenu de prendre la forme d'un groupement solidaire.

En revanche et conformément à l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Durée du marché

Le marché est susceptible d'être reconduit tacitement, par périodes successives d'un (1) an. Le nombre de reconductions est limité à trois (3), soit une durée maximale jusqu'au 31 décembre 2029.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

2.6.1 Modification de détail

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.6.2 Prolongation du délai de remise des offres

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de repousser la date de remise des offres au plus tard cinq (5) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur ces bases sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **90 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-10. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-11. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation sera téléchargeable gratuitement par les candidats sur le profil acheteur de la CCVO3F.

Modalité financière :

Les prestations seront financées sur fonds propres des neuf communes selon les règles de la comptabilité applicables à la M57. Les sommes dues au titulaire seront payées par mandat administratif dans un délai de 30 jours.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4-1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;

- Le Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

4-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

A) d'une part les pièces relatives à la candidature :

- Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Situation juridique – références requises :

- Formulaire DC1 – Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ces cotraitants il contient toutes les attestations sur l'honneur nécessaires. C'est un document de candidature qui doit être signé par le candidat.
- Formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.
- Formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance.

Capacité économique et financière - références requises :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

Capacités techniques et professionnelles- références requises.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
- Présentation d'une liste de référence des prestations exécutées au cours des trois dernières années.
- Déclaration concernant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des marchés de même nature. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de cet autre opérateur économique et produire les documents et renseignements susvisés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet autre opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Afin de fournir les renseignements permettant d'évaluer l'ensemble des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat doit remettre un formulaire type (imprimé DC2) dûment rempli.

La CCVO3F attire l'attention des candidats sur le fait que les références produites devront montrer la capacité des candidats à réaliser les prestations du marché.

Assurances.

- Attestations d'assurance responsabilité civile et décennale preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

La production de ces documents conditionne la validité de la candidature.

Les formulaires DC1, DC2 et DC4 sont mis à disposition sur le site du MINEFI à l'adresse suivante :

<http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches publics/formulaires/index.htm>.

B) d'autre part les pièces relatives à l'offre :

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

– Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)** ci-joint à accepter sans aucune modification ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)** ci-joint, à accepter sans aucune modification ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer sans modification ;
- **Le détail Quantitatif Estimatif** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer sans modification ;
- **Le Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer sans modification ;
- **Un mémoire technique justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter comprenant :
 - Des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés pour la maintenance, entretien préventif, entretien curatif
 - Les procédures et moyens mis en place pour garantir les délais d'exécutions que l'opérateur économique s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché.

Ce mémoire ne devra pas dépasser 30 pages.

ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATS

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique. Les critères portent sur les niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières.

Ne sont pas admis à participer à la suite de la présente procédure de passation :

- les candidats qui produisent une candidature incomplète, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- les candidats qui produisent une candidature irrecevable. Est irrecevable une candidature présentée par un candidat qui ne peut participer à la procédure de passation en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11, L. 2141-13 et L. 2141-14 du code de la commande publique ou qui ne possède pas les capacités ou les aptitudes exigées.

S'il est constaté que des pièces dont la production était réclamée dans le dossier de candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique. Elle informera alors les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis à la CCVO3F sur support papier (courrier) ou par voie électronique.

Comme préciser à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Les candidatures des soumissionnaires ne présentant manifestement pas les capacités et les aptitudes nécessaires à la bonne exécution du marché public seront éliminées.

ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique.

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique. Les critères portent sur les niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières.

Comme préciser à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

Après analyse des offres définitives, le Pouvoir Adjudicateur, compte tenu des critères d'analyse ci-dessous, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

- La **valeur technique de l'offre**, appréciée au regard du mémoire technique : 40% de la note finale,
- Le **prix** : 60% de la note finale

6-1. La valeur technique des prestations (40%).

La note attribuée à ce critère sera calculée en fonction des sous critères énumérés ci-après.

En cas de mémoire justificatif incomplet, chaque élément manquant se verra attribuer la note de 0, note non éliminatoire dans ce cadre.

Ce critère sera jugé par rapport au niveau minimum de qualité exigée pour réaliser les prestations demandées. La qualité supérieure proposée doit avoir un intérêt pour assurer le bon fonctionnement des systèmes, être en rapport avec les besoins exprimés.

Le mémoire technique sera apprécié au regard des références présentées par les candidats.

- Une note indiquant les moyens que l'entreprise s'engage à mobiliser pour l'exécution de cette opération : le personnel référent et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications, ainsi que la liste du matériel disponible et spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des prestations du marché : **20 points**
- Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés : **40 points**

- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité durant les interventions : **10 points**
- Une note décrivant le dispositif et les moyens mis en place pour le respect des délais impartis : **20 points**
- La démarche qualité environnementale que l'entreprise compte suivre pendant la durée du contrat et les moyens de contrôle interne mis en œuvre : **10 points**

Ce critère sera apprécié selon la formule suivante :

Note obtenue par le candidat

_____ x 100 x 40 %

Note maximale pouvant être obtenue

6-2. Le prix (60%)

Prix des Prestations (PP) comptant pour 60 % de la valeur globale de l'offre sur la base de la grille d'évaluation qui sera établie par le maître d'ouvrage.

La notation pour ce critère, résulte de l'application de la formule suivante : $PP = v \times (p_0/p) \times 60\%$

Où : - **v** est la valeur maximale de la note (100)

- **P0** est le montant de l'offre la moins disante

- **P** est le montant de l'offre du candidat

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note après application des différentes pondérations.

Offres irrégulières, inacceptables, et/ou inappropriées :

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique :

Les offres inappropriées et inacceptables ne participeront pas au jugement de l'offre et sont éliminées d'office,

Les offres irrégulières ou inacceptables sont éliminées également, sauf régularisation éventuelle pendant la phase de négociation, ou à l'issue d'une autorisation expresse de la personne publique de régulariser celles-ci.

Offres anormalement basses :

Conformément à l'article R. 2152-3 du Code de la commande publique :

La personne publique exigera des offres, qu'elle juge anormalement basse, des justifications parmi les aspects suivants :

- Des sous-détails comprenant le prix fourniture, la main-d'œuvre, le matériel, les frais généraux et le bénéfice

- Mode de fabrication des produits, modalités de prestation, procédé de construction ;

- Solution techniques adoptées et conditions exceptionnelles favorables ;

- Originalité de l'offre ; - Obtention éventuelle d'une aide de l'état ;

- Règlementation en matière d'environnement, sociale, et du travail ;

A défaut de justification parmi ses critères, l'offre anormalement basse sera rejetée.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats et attestations visés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics dans un délai de sept jours, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par la pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

6-3. Auditions & Négociations

Pas de négociation.

6-4. Délai de remise des attestations sociales et fiscales

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent accord-cadre produira dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces visées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique à savoir notamment :
 - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
 - Attestation fiscale, permettant d'apprécier la situation du candidat au dernier jour du mois précédant la remise des offres,
 - Attestation de vigilance de l'URSSAF ou équivalent, datant de moins de six mois,
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail,
 - Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivante celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur.

7-1. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire accepte la rematérialisation sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle et, à ce titre, à signer une édition de ces documents sans procéder à la moindre modification de ceux-ci, pour les remettre à la personne publique sous cette forme, par courrier postal.

7-2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des pré-requis de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique par mail contact@ccvo3f.fr ou par téléphone au 01.34.69.12.06

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique peuvent être signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être **conformes au Référentiel Général de Sécurité** défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et **référéncés sur une liste** établie :

- pour la France, par le ministère chargé de la réforme de l'Etat : <http://references.modernisation.gouv.fr>
- ou pour les autres Etats membres par la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau ** ou *** du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de par sa signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera

détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

<p>Communauté de Communes de la Vallée de L'Oise et des 3 Forêts</p> <p>Monsieur Le Vice-Président</p> <p>1 avenue Jules DUPRE</p> <p>95290 L'ISLE ADAM</p> <p>Pli pour la consultation : Candidature et offre pour l'accord cadre</p> <p>pour la période 2022 - 2025</p> <p>Candidat :</p> <p>NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE</p>

7-3. Modalités de signature des offres

L'acheteur laisse la possibilité à l'attributaire de signer l'accord-cadre électroniquement ou de le signer manuscritement. L'acte d'engagement sera signé par le seul candidat attributaire. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

En cas de signature manuscrite, les pièces transmises via le profil acheteur seront rematérialisées. L'attributaire sera alors invité à une séance de signature desdites pièces, ou à les transmettre par voie postale.

En cas de signature électronique, l'accord-cadre sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

- La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

7-4. Autres informations

Il est précisé que les échanges entre la CCVO3F et les candidats, après clôture de la consultation, pourront s'effectuer via la plateforme marchés sécurisés ou par courriel. Les candidats sont donc responsables de la validité et de la consultation régulière de l'adresse mail indiquée dans leur offre et mentionnée sur la plateforme. Les candidats s'assureront également que les messages envoyés par la CCVO3F et la plateforme marchés sécurisés ne soient pas considérés comme des courriers indésirables (SPAM).

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, une demande par courriel aux personnes désignées ci-dessous ou directement sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions suivantes :

Les candidats s'engagent à prendre entièrement connaissance des pièces de la consultation, des documents qui y sont cités et, le cas échéant, contacteront toutes les Administrations et Autorités concernées par le présent accord-cadre. Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision pour réclamer une quelconque modification de leur offre (y compris financière).

Dans le cas où la rédaction des pièces leur apparaîtrait anormale ou ambiguë, ou pour les questions techniques, il appartient aux candidats de le signaler par courriel à la CCVO3F au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres en utilisant les coordonnées ci-dessous, ou via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera adressée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 7 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

8-1. Renseignements administratifs et techniques

Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts
1 avenue Jules DUPRE
95290 L'ISLE ADAM
Tel : 01 34 69 12 06
Courriel : contact@ccvo3f.fr
URL: <https://www.marches-securises.fr>

8-2. Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

Adresse :

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

URL : <http://www.ta-cergy-pontoise.fr>

Introduction des recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Tribunal Administratif de Cergy Pontoise,
2-4 boulevard de l'Hautil, 95000 Cergy Pontoise,
Tel. : 01 30 17 34 00
Fax : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
Adresse internet : <http://www.ta-cergypontoise.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel avant la signature du marché (articles L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- Référé-contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L 551-3 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04 avril 2014 n° 358994 « Département du Tarn-et-Garonne » par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé contestant la validité de tout ou partie du marché conclu assorti, les cas échéants, d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du code de justice administrative et de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publication suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ce recours peut être assorti d'une demande indemnitaire ;
- Recours gracieux à l'encontre des décisions faisant griefs dans les deux mois de leur publication ou de leur notification ;
- Recours pour excès de pouvoir à l'encontre des décisions faisant grief dans les deux mois de leur publication ou de leur notification (article R421-1 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation d'une décision de refus de résiliation d'un contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 n°398445 par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation, dans un délai de 2 mois à partir de la décision expresse ou implicite de refus de résiliation ;
- Recours de pleine juridiction, accompagné le cas échéant de demandes indemnitaires, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir ;
- Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Le code de justice administrative est consultable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.